



# PRÉVENTION DES LITIGES ?

## La gestion des risques !

**VOUS NE SEREZ PAS SURPRIS D'APPRENDRE QUE LES ÉTATS-UNIS SONT LE PAYS OÙ SUBSISTE LE PLUS GRAND NOMBRE DE LITIGES AU MONDE. ON PARLE ANNUELLEMENT DE 250 000 000 000 \$ EN COÛT DE LITIGES. LE COÛT DES LITIGES ET LE NOMBRE DE POURSUITES CONTINUENT D'AILLEURS D'AUGMENTER ET L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE S'EN VOIT INÉVITABLEMENT DE PLUS EN PLUS TOUCHÉE. LA LECTURE DE CETTE SOMME ASTRONOMIQUE COMMANDE À LA RAISON DE S'INTERROGER SUR LA PLUS-VALUE DE CES LITIGES. POUR ENTAMER OU ALIMENTER CETTE RÉFLEXION, RAPPELONS LES FAITS D'UN DE CES LITIGES EN MATIÈRE D'ENTREPOSAGE ET DE DISTRIBUTION AYANT TOTALISÉ À LUI SEUL PRÈS DE 20 MILLIONS \$ EN DÉPENSES DE POURSUITES.**

**D**ébut juillet 2013, une équipe de journalistes-enquêteurs américains de la chaîne de télévision NBC révélait, avec force images et détails truculents, les pratiques pour le moins douteuses du géant et numéro un américain en distribution de services alimentaires.

Ce reportage mettait en lumière certaines activités logistiques telles que le chargement, l'entreposage ainsi que le transport de denrées périssables destinées au détail, à la restauration, aux hôtels, aux centres communautaires, aux écoles et aux hôpitaux.

Viandes crues, poissons et fruits de mer, produits laitiers, notamment, étaient livrés en pleine nuit à plusieurs hangars en métal non réfrigérés et non enregistrés auprès des autorités, pour être ensuite, plusieurs heures plus tard, chargés dans les véhicules personnels d'employés de livraison. Des températures allant jusqu'à 28 °C ont été enregistrées dans ces hangars par l'équipe d'enquêteurs, vidéo à l'appui.

Alerté, le ministère de Santé publique de la Californie et ses inspecteurs s'en sont mêlés afin de valider ces affirmations journalistiques. Ils ont effectivement constaté que pendant près de 10 ans, une quantité importante d'aliments étaient illégalement entreposés temporairement et ainsi livrés.

Or, en vertu de la loi, les compagnies de distribution alimentaire doivent être enregistrées ainsi que tous leurs véhicules et sites de transport et d'entreposage auprès du ministère de Santé publique responsable notamment de l'inspection de ces sites afin de protéger les consommateurs de conditions non sanitaires susceptibles d'engendrer des toxi-infections.

**« DES TEMPÉRATURES ALLANT JUSQU'À 28 °C ONT ÉTÉ ENREGISTRÉES DANS CES HANGARS PAR L'ÉQUIPE D'ENQUÊTEURS, VIDÉO À L'APPUI. »**

Confronté, le distributeur responsable de 193 centres de distribution, servant 425 000 clients et totalisant des ventes de 44 milliards \$ a confessé que ces sites d'entreposage auraient dû être sécurisés et équipés d'unités de réfrigération et de congélation, qu'il mettait immédiatement fin à ces pratiques et s'engageait à mettre en œuvre de nouvelles pratiques avec ses équipes de ventes et de livraison.

### LES CLIENTS N'ÉTAIENT PAS CONTENTS

Pour éviter ce mécontentement de leur côté, nous ne sommes pas surpris d'apprendre que deux semaines plus tard, Walmart annonçait à ses centres de distribution de produits à haut risque ses nouvelles exigences en matière de sécurité alimentaire : une certification tierce partie selon un des référentiels de management de la sécurité des denrées alimentaires propre aux activités d'entreposage et de distribution. Et de préciser en caractère gras : les centres de distribution et TOUS les sites où s'effectuent transformation, emballage, entreposage et distribution.

La fièvre était palpable. On avait focalisé sur la transformation alimentaire et ses risques de poursuites. Un nouvel éveil s'effectuait sur la pertinence d'un des maillons de cette fameuse chaîne alimentaire : la logistique ou, autrement dit, l'entreposage et la distribution de ces denrées si chèrement produites ou transformées. Le dépôt d'une poursuite était donc dans ce contexte inévitable. On reprocha en outre à l'intimé de fausses représentations quant à ses pratiques concernant la sécurité alimentaire. Ce dernier publicisait qu'il respectait les règles de l'art en matière de distribution et ce, au-delà des exigences réglementaires et législatives gouvernementales.

